

**Venezuela - Union européenne -
Déclaration de la Haute
représentante, au nom de l'UE -
Communiqué de presse du Conseil
de l'Union européenne
(Bruxelles, 02 août 2017)**

L'Union européenne et ses États membres déplorent vivement la décision prise par les autorités vénézuéliennes de procéder à l'élection d'une Assemblée constituante le 30 juillet.

L'élection de cette assemblée a durablement aggravé la crise au Venezuela. Elle risque de porter atteinte à d'autres institutions légitimes prévues par la constitution, telles que l'Assemblée nationale. Les circonstances dans lesquelles l'élection a eu lieu soulèvent de nouveaux doutes quant à la capacité de l'Assemblée constituante de représenter véritablement toutes les composantes de la population vénézuélienne. Cette élection a donné à tous ceux qui s'opposent à des négociations sérieuses une excuse pour continuer d'alimenter les affrontements et de faire un usage incontrôlé du pouvoir. En outre, les attributions juridiques de l'Assemblée constituante sont floues.

L'Union européenne et ses États membres ne sont dès lors pas en mesure de reconnaître l'Assemblée constituante en raison des doutes qu'ils nourrissent concernant sa représentativité et sa légitimité réelles et appellent le gouvernement du président Nicolas Maduro à adopter d'urgence des mesures en vue de corriger le cours des événements. En particulier, il convient que la mise en place effective de l'Assemblée constituante soit suspendue et que les attributions de toutes les institutions prévues par la constitution soient explicitement reconnues.

De nouvelles mesures de confiance, comme la libération de tous les opposants politiques emprisonnés, sont également nécessaires. À cet égard, l'UE et ses États membres sont vivement préoccupés par le fait d'avoir appris que Leopoldo López et Antonio Ledezma avaient été emmenés hors de chez eux alors qu'ils étaient assignés à résidence, et ils demandent des précisions concernant l'endroit où ils se trouvent.

Par cette prise de position, l'Union européenne et ses États membres adressent à tous ceux qui, au Venezuela, ont été investis d'un mandat démocratique pour gouverner, légiférer ou faire appliquer le droit l'appel solennel suivant: qu'ils exercent tous leurs responsabilités respectives et négocient une issue. Pour qu'une négociation soit couronnée de succès, il convient de faire preuve d'esprit de compromis et d'offrir des garanties. Cela suppose également de respecter intégralement les droits constitutionnels et les mandats de toutes les institutions légitimes de l'État, en particulier ceux de l'Assemblée nationale, mais aussi de la Cour suprême et de la procureure générale.

Par ailleurs, l'Union européenne et ses États membres saluent et encouragent les pays de la région et les autres acteurs internationaux qui se proposent d'accompagner et de faciliter ces négociations. Ils sont prêts à soutenir activement tous les efforts déployés pour atteindre cet objectif.

Dans ce contexte, ils rappellent les quatre points mis en évidence dans le dialogue de 2016 et réaffirmés dans la lettre de Mgr Parolin, secrétaire d'État du Vatican, à savoir i) un calendrier électoral; ii) l'ouverture d'un canal humanitaire, iii) la libération des opposants emprisonnés; et iv) le respect de l'Assemblée nationale.

Ils invitent toutes les parties à s'abstenir de toute violence, y compris par l'entremise de groupes non identifiés de civils armés, et demandent aux autorités de veiller au plein respect de tous les droits de l'Homme.

L'Union européenne se tient prête à apporter son aide sur tout ce qui pourrait améliorer la situation au quotidien du peuple vénézuélien.

L'Union européenne et ses États membres sont prêts à renforcer graduellement leur réponse au cas où les principes démocratiques seraient davantage remis en cause et où la constitution vénézuélienne ne serait pas respectée./.